

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 870^e
SÉANCE

Mardi 11 décembre 1962,
à 11 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Points 12, 40, 41 et 78 de l'ordre du jour:	
Rapport du Conseil économique et social (chap. IV)	
Situation et opérations du Fonds spécial	
Programmes de coopération technique des Nations Unies:	
a) Examen des activités;	
b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique;	495
c) Question de l'aide à la Libye: rapport du Secrétaire général	
Rwanda et Burundi: rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1746 (XVI) de l'Assemblée générale.	

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINTS 12, 40, 41 ET 78 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. IV) [A/5203, A/C.2/L.683/Rev.1]

Situation et opérations du Fonds spécial (A/5247, A/C.2/L.710/Rev.1, E/3576, E/3646/Rev.1)

Programmes de coopération technique des Nations Unies (A/5259, A/5330, A/C.2/L.683/Rev.1, A/C.2/L.710/Rev.1);

a) Examen des activités (E/3680);

b) Confirmation des allocations de fonds au titre du Programme élargi d'assistance technique (A/C.2/216);

c) Question de l'aide à la Libye: rapport du Secrétaire général (A/5281, A/5282, A/C.2/L.711)

Rwanda et Burundi: rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1746 (XVI) de l'Assemblée générale (A/5283 et Corr.1)

1. M. HOFFMAN (Directeur général du Fonds spécial) dit que, depuis quatre ans qu'il existe, le Fonds spécial, loin de s'en tenir à une ligne de conduite rigide et préétablie, s'est laissé guider par les demandes des gouvernements, dans la mesure où elles étaient justifiées. Son champ d'action s'est étendu et des changements sont intervenus dans la répartition de ses ressources entre les trois domaines qui bénéficient de son assistance, à savoir les enquêtes sur les ressources physiques, la mise sur pied de services de recherche appliquée et la formation spécialisée. Par exemple, il est devenu évident que l'Afrique avait grand besoin d'instituts pour la formation de professeurs de l'enseignement secondaire; c'est pourquoi neuf projets de ce type figurent au programme approuvé. De même, la proportion des projets con-

cernant exclusivement la formation de personnel local à des postes dans l'administration, l'agriculture et l'industrie a passé d'environ un tiers à la moitié du nombre total de projets approuvés, suivant en cela les besoins.

2. Depuis sa création, le Fonds spécial a évalué 593 demandes d'assistance, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies, du Bureau de l'assistance technique, des institutions spécialisées, notamment la Banque, et de l'AIEA; le Fonds a recouru pour cela aux services de 51 consultants qui ont jugé sur place les demandes présentées. Sur ces demandes, 246 ont été approuvées par le Conseil d'administration et 42 autres seront soumises à son approbation à sa session de janvier 1963. Cent dix-sept demandes sont actuellement à l'étude. Cent cinquante autres ont été écartées parce qu'elles ne correspondaient pas à la compétence et aux ressources du Fonds spécial, et 38 ont été retirées par les gouvernements intéressés. Le chiffre élevé des demandes rejetées s'explique par le fait que bon nombre des demandes en question ont été présentées tout au début des opérations du Fonds, à un moment où les gouvernements ne connaissaient pas toujours les objectifs et les moyens du Fonds. De plus, un certain nombre des demandes écartées ont été acceptées lorsqu'elles ont été présentées de nouveau sous une nouvelle forme.

3. La durée moyenne à prévoir pour un projet bénéficiant d'une aide du Fonds spécial est de quatre ans. Sur les 246 projets approuvés à ce jour, un a été abandonné à la demande du gouvernement et quatre ont été menés à bien (neuf autres seront achevés sous peu). Cent soixante-seize sont en cours, les 65 autres devant atteindre le stade de l'exécution dans les prochains mois. Les projets en cours d'exécution sont entrepris dans 79 pays et plusieurs pays viendront s'ajouter à la liste si le Conseil d'administration approuve le nouveau tableau des projets. Les quatre projets achevés étaient des enquêtes sur les ressources physiques et se sont révélés être un moyen très efficace de stimuler l'investissement. Leur coût total n'atteignait pas 2 millions de dollars, et pourtant un seul d'entre eux a provoqué des investissements extérieurs dépassant 300 millions de dollars. On prévoit des centaines d'autres millions de dollars pour ce projet et pour les autres.

4. Les programmes de formation en cours d'exécution donnent aussi de bons résultats. Quelque 3 000 étudiants sont inscrits dans les facultés d'ingénieurs et 1 100 s'instruisent dans les instituts polytechniques bénéficiant de l'assistance du Fonds spécial. Environ 4 000 instructeurs destinés à former du personnel de maîtrise de diverses spécialités industrielles fréquentent des centres de formation industrielle. Près de 800 personnes ont suivi ou suivent des cours dans des écoles d'aviation civile. De plus, avec l'aide du Fonds spécial, des centres de formation de cadres et de productivité sont devenus partie inté-

grante de communautés industrielles en Asie et en Amérique latine. Les laboratoires de recherche appliquée que le Fonds a aidé à financer ont déjà trouvé des moyens d'améliorer la commercialisation des produits autochtones grâce à de nouvelles méthodes de production. Les instituts de traitement des denrées alimentaires et de pêche, en particulier, laissent augurer une augmentation sensible de la production et une meilleure utilisation des ressources dans nombre de pays.

5. La direction du programme du Fonds spécial a été assurée par un personnel central fort peu nombreux, comprenant 33 administrateurs de nationalités diverses. A l'échelon local, le Fonds a pris des dispositions avec le BAT pour transformer les bureaux du BAT en un réseau commun de directions locales au service tant du Programme élargi d'assistance technique que du Fonds spécial. Aucun effort n'a été négligé pour renforcer les bureaux du BAT et pour permettre aux directeurs locaux d'aider au maximum les gouvernements bénéficiaires et donateurs. Depuis la création du Fonds, le nombre des bureaux extérieurs est passé de 35 à 60, et celui des employés de la catégorie des administrateurs, de 73 à 151. Le coût total de l'effectif des bureaux extérieurs est passé de 1,5 à 3,5 millions de dollars et la part payée par le Fonds spécial a également augmenté: de 1961 à 1962, elle a presque doublé. M. Hoffman propose que la part du Fonds spécial, dans le budget accru de 1963, soit encore augmentée et portée à 32 p. 100 du total, car il est convaincu que c'est dans le pays bénéficiaire lui-même qu'on est le mieux en mesure de coordonner l'assistance.

6. Cet examen rapide devrait contribuer à démontrer la justesse des principes et méthodes énoncés dans le texte instituant le Fonds spécial. Les résultats ont également justifié le système du partage des frais et des responsabilités entre les gouvernements bénéficiaires, le Fonds spécial et les agents d'exécution. Les dépenses nécessaires pour les 246 projets qui ont été approuvés s'élèvent au total à environ 497 millions de dollars, dont le Fonds spécial fournit 210 millions et les pays bénéficiaires 287 millions. Aux appréhensions que l'on éprouvait au début quant à la possibilité de réaliser cette collaboration en pratique, a fait place maintenant une adhésion enthousiaste.

7. Le développement du Fonds pendant les quatre prochaines années continuera à dépendre des besoins des gouvernements, mais certaines tendances peuvent déjà être observées. C'est évidemment aux dirigeants et à la population de chaque pays qu'il appartient au premier chef d'en assurer le développement. Ils ne peuvent mener cette tâche à bien que s'ils se fixent des objectifs prioritaires et établissent des programmes. C'est pourquoi une attention toute particulière sera accordée aux requêtes des gouvernements qui demanderont qu'on les aide à renforcer les services nationaux, en faisant appel à du personnel compétent, en vue de la préparation, l'évaluation et l'exécution des programmes de développement. Il est indispensable d'établir judicieusement les programmes et de les appliquer de manière efficace si l'on veut réaliser les meilleurs investissements possibles en capital, en main-d'œuvre et en énergie humaine, qu'il s'agisse des ressources internes ou des ressources internationales.

8. Pour atteindre cet objectif, le Fonds spécial continuera à appuyer la création d'instituts régionaux de

planification. L'Institut latino-américain de planification économique et sociale fonctionne déjà régulièrement et, en janvier, on demandera au Conseil d'administration d'approuver une aide substantielle pour permettre la création d'un institut de planification du développement pour l'Asie et l'Extrême-Orient, projet auquel plus de 20 pays de la région se sont déjà engagés à accorder leur soutien financier en contrepartie de l'aide accordée par le Fonds. On a engagé des travaux préparatoires à la création d'un institut analogue en Afrique, de manière qu'au cas où le Conseil d'administration approuverait ce projet en janvier 1964, les opérations puissent commencer immédiatement. En plus de leurs activités normales, qui sont d'ordre consultatif, ces instituts pourraient fournir aux gouvernements des équipes d'experts pour les aider à revoir et à exécuter leurs plans de développement. Le Fonds spécial accueillera favorablement toutes demandes dans ce sens et est également prêt à accueillir avec sympathie toutes demandes d'assistance en vue de renforcer les services de statistique et autres services nationaux, y compris ceux qui devront faire l'inventaire des ressources physiques ainsi que des études sur les besoins en main-d'œuvre et sur l'emploi. La tendance qui consiste à mettre l'accent sur la préparation et la mobilisation des ressources humaines se poursuivra sans aucun doute; il ne serait pas étonnant que, dans avenir assez proche, plus de la moitié des ressources du Fonds soit consacrée à la formation et à l'enseignement technique. Cela ne signifie pas qu'il y aurait un relâchement quelconque dans la prospection et l'exploitation des ressources physiques. Au contraire, il faut prévoir une expansion considérable de ces activités grâce à un appui financier accru et aux progrès de la science et de la technique. La Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées, qui doit se réunir prochainement, devrait produire des résultats spectaculaires.

9. En ce qui concerne la mise en valeur des ressources naturelles, le Fonds spécial s'intéresse particulièrement à l'aide aux projets régionaux, comme ceux qui concernent les grands bassins fluviaux. Le Fonds entend aussi renforcer l'attention qu'il accorde déjà au développement industriel et encouragera les gouvernements à lui présenter plus de demandes pour la création de domaines industriels ainsi que pour faire des études intensives à court terme sur la possibilité d'implanter de nouvelles industries. Le Fonds sera disposé, dans ce dernier cas, à accepter des demandes d'assistance pour des projets dont le coût varierait entre 100 000 et 250 000 dollars. Un phénomène inquiétant qui se produit dans certains pays peu développés est le déplacement trop rapide des populations des campagnes vers les taudis des villes; il est donc nécessaire d'intensifier les efforts en ce qui concerne la planification physique de l'aménagement des villes et des campagnes. Le Fonds spécial prête déjà son assistance à un certain nombre de pays pour les aider à résoudre les problèmes que pose cette situation et il est prêt à fournir une aide accrue pour des projets qui permettraient d'améliorer les conditions matérielles dans les régions rurales et dans les zones urbaines, notamment en ce qui concerne l'alimentation en eau, l'assainissement, l'électrification et les transports. Pour que le Fonds puisse accorder une telle assistance, il faut toutefois que les gouvernements bénéficiaires aient établi un pro-

gramme d'ensemble pour promouvoir le développement des industries, grandes et petites, ainsi que l'augmentation de la productivité et des possibilités d'emploi dans les zones rurales et urbaines. Le Fonds spécial peut encore faire beaucoup pour aider à développer les services et installations d'utilité publique et l'infrastructure industrielle, ainsi qu'à augmenter l'approvisionnement en produits alimentaires et en matières premières, à relever le niveau professionnel de la main-d'œuvre, de la production et de la productivité et à augmenter le volume des échanges.

10. Le progrès dans ces principaux secteurs de l'économie dépend des investissements, essentiellement nationaux, mais aussi internationaux. Bien que le mandat du Fonds spécial ne lui permette pas de faire lui-même des investissements, son œuvre consiste, pour l'essentiel, à rendre de nouveaux investissements possibles et plus efficaces. En application de la résolution 1715 (XVI) de l'Assemblée générale, le Fonds a récemment pris une nouvelle mesure pour faciliter l'apport de capitaux pour le développement: comme le Conseil d'administration l'a déclaré dans le rapport sur sa huitième session (E/3646/Rev.1), de nouveaux services consultatifs seront fournis, à la demande des pays bénéficiaires, pour poursuivre la tâche après l'achèvement des projets ayant bénéficié de l'assistance du Fonds spécial. M. Hoffman rendra compte au Conseil d'administration en janvier 1963 des autres formes d'assistance permettant de financer des projets de développement d'une manière acceptable pour les pays bénéficiaires.

11. Comme le volume de travail nécessaire pour contrôler les projets et évaluer les nouvelles demandes ne cesse d'augmenter, il faut renforcer le personnel du Fonds au Siège. Ce renforcement permettrait également au Fonds d'améliorer les contacts avec les gouvernements bénéficiaires, avec les agents d'exécution et avec les commissions économiques régionales. On éviterait ainsi toute confusion. Il ne faut rien négliger pour coordonner les travaux du Fonds spécial avec ceux des autres organismes des Nations Unies et des organismes nationaux et bilatéraux. On fait déjà beaucoup dans ce domaine et l'on espère faire encore davantage. Un grand nombre de projets du Fonds spécial doivent être précédés d'activités préparatoires et suivis de plans d'investissements. C'est ainsi que l'on pourrait, dans le cadre du Programme élargi et des programmes ordinaires, entreprendre les travaux préparatoires aboutissant à des enquêtes de grande envergure ou donner au personnel local la formation nécessaire pour participer à des projets du Fonds spécial. De même, il faudrait intéresser les institutions d'investissement à certains projets qui auront besoin par la suite d'une assistance financière. Il n'est pas nécessaire que de nouvelles dispositions organiques soient prises au Siège puisque c'est grâce à la coopération entre le service de planification du développement du gouvernement intéressé et les directeurs régionaux des programmes du Fonds spécial que l'assistance des Nations Unies et les programmes nationaux peuvent être le plus efficacement coordonnés.

12. En résumé, pour assurer son développement, un pays doit avoir un bon plan, savoir quelles sont ses ressources physiques aussi bien qu'humaines et quelle est la meilleure manière de les utiliser, et être à même d'attirer des capitaux en leur offrant

des conditions assez favorables. Le Fonds spécial aide les gouvernements à atteindre ces objectifs.

13. Toutefois, pour fonctionner convenablement, le Fonds a besoin d'un apport supplémentaire de capitaux. Un pourcentage croissant de l'assistance technique et de l'assistance au préinvestissement est assuré par les Nations Unies. Malgré des problèmes de définition et des difficultés d'ordre statistique, on peut estimer qu'en 1959 le montant de cette assistance était d'environ 450 millions de dollars et que, sur cette somme, l'assistance fournie par l'intermédiaire des institutions des Nations Unies représentait 65 millions de dollars, soit 14 p. 100; en 1960, le montant total s'est élevé à 475 millions de dollars, et les Nations Unies en ont fourni près de 90 millions, soit 19 p. 100; en 1961, les chiffres correspondants étaient respectivement 500 millions et 120 millions de dollars, soit 24 p. 100; en 1962, 600 millions et 156 millions de dollars, soit 26 p. 100; et en 1963, on peut les estimer à 650 millions et 185 millions de dollars, soit 28 p. 100. Cette augmentation du rôle des Nations Unies est attribuable non seulement à la bonne volonté des gouvernements, mais aussi au fonctionnement de plus en plus efficace de l'Organisation et des institutions qui lui sont reliées, qui est lui-même dû en partie aux innovations apportées par le Fonds spécial. Néanmoins, on ne saurait oublier que les contributions annoncées en octobre 1962 ne s'élevaient qu'à 70 millions de dollars environ, alors que l'objectif fixé pour 1963 est de 100 millions de dollars. M. Hoffman espère que tous les gouvernements représentés à la Commission appuieront les efforts du Fonds en vue d'obtenir les 30 millions de dollars supplémentaires qui lui permettraient de ne pas refuser son aide pour certaines des activités de préinvestissement extrêmement importantes qu'il vient de décrire.

14. En conclusion, M. Hoffman remercie les Membres de l'Organisation des Nations Unies d'avoir confirmé le renouvellement de son mandat de Directeur général du Fonds spécial. C'est aux efforts de tout le personnel, aux gouvernements intéressés et aux agents chargés de l'exécution des projets que sont dus en réalité les succès obtenus.

15. M. OWEN (Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique), rendant compte au nom du BAT des programmes de coopération technique exécutés dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique, souhaite fournir à la Commission quelques renseignements concrets concernant le Programme, évoquer certains problèmes auxquels il a fallu faire face et quelques-uns des espoirs que le Bureau forme pour l'avenir.

16. Il lui est agréable de pouvoir dire que le Programme élargi prend de l'expansion à tous égards. Son programme approuvé pour la période biennale en cours est de 81 400 000 dollars, contre 67 200 000 dollars pour les années 1959-1960. Selon les estimations établies, les contributions volontaires pour 1963 dépasseront 49,5 millions de dollars. Il est encore trop tôt pour pouvoir dire quels seront les avantages et les inconvénients du système de programmation biennale récemment adopté. Le Bureau examinera de très près les résultats de cette expérience et présentera un rapport sur la question au CAT.

17. Pour 1963-1964, le CAT recommande un programme global de 100 millions de dollars pour plus de 100 pays et territoires, qui présente un certain

nombre de caractéristiques dignes d'intérêt. Il a été établi conformément à la nouvelle méthode de la "programmation par projet" qui, de l'avis du Bureau, permettra d'améliorer la qualité des projets et de mieux les rattacher aux plans nationaux de développement. En 1963-1964, la part de l'Afrique représentera 32,8 p. 100 du programme, contre 14,1 p. 100 en 1949. Mais le montant réel de l'assistance fournie aux autres régions ne sera pas réduit, sauf pour ce qui est de l'Europe. Le programme fait apparaître une augmentation sensible en ce qui concerne les bourses, qu'il s'agisse du nombre des bourses ou du nombre de mois d'étude par boursier. On a prévu un programme important pour l'Algérie, et l'on a inclus pour la première fois dans le Programme élargi une assistance substantielle en matière de services consultatifs et de formation pour le Congo (Léopoldville).

18. Un autre fait encourageant est la contribution croissante que les pays en voie de développement apportent eux-mêmes à l'assistance technique fournie à d'autres pays bénéficiaires. En 1961, plus de 800 boursiers ont reçu une formation dans des pays en voie de développement et 27 p. 100 des experts du Programme élargi sont venus des régions qui reçoivent une aide importante.

19. Les bureaux extérieurs jouent un rôle de plus en plus important et leur nombre a augmenté avec le nombre des pays desservis par le Programme élargi. Pour 1963, on prévoit un renforcement notable des 60 bureaux existants et la création de cinq nouveaux bureaux. Cette évolution, qui explique presque entièrement l'augmentation du budget du BAT — lequel a été approuvé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par le CAT —, n'est pas seulement liée à l'augmentation générale des dimensions du Programme élargi et à la maturation des programmes du Fonds spécial, mais traduit aussi le rôle de plus en plus important des représentants résidents qui, aux nombreuses fonctions dont ils sont déjà chargés, ajouteront celles d'agents du Directeur du Programme alimentaire mondial dans les pays bénéficiaires. Une coopération de plus en plus étroite existe entre le BAT et ses bureaux locaux, d'une part, et les commissions économiques régionales des Nations Unies, d'autre part, et des réunions annuelles se tiennent dans chaque région.

20. Les pays bénéficiaires attestent, par des témoignages nombreux et encourageants, la valeur des programmes exécutés dans le cadre du Programme élargi. Celui-ci a enregistré en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine une série de succès importants dont le BAT peut à bon droit s'enorgueillir.

21. Néanmoins, quelques problèmes se sont forcement posés, le principal étant celui de trouver le moyen de faire jouer au Programme élargi un rôle plus important dans le développement économique et social des pays bénéficiaires. On recherche, grâce à des organes comme le BAT lui-même, le CAC, le Comité spécial des Dix, le CAT et le Conseil économique et social, tous les moyens d'améliorer les résultats. Il est également souhaitable que les pays bénéficiaires s'attachent à établir de meilleurs plans de développement, à créer un mécanisme de coordination plus efficace, à formuler des demandes d'assistance ayant de plus en plus un rapport direct avec le développement économique et social, à affecter

des fonctionnaires de contrepartie qui puissent mieux profiter des efforts d'assistance technique, enfin, à prêter un meilleur appui sur le plan local en ce qui concerne leur contribution aux dépenses locales des bureaux, et à fournir les installations et services nécessaires. Or, constate du reste un certain progrès et tout le possible sera fait pour aider les gouvernements dans les efforts qu'ils déploient. Le BAT se propose, avec l'autorisation du CAT, d'organiser en Afrique un premier cycle d'études sur l'administration et la coordination de l'aide extérieure, notamment en matière d'assistance technique, à l'intention de fonctionnaires gouvernementaux et des autres personnes s'occupant de ce travail. Si l'expérience est concluante, elle sera répétée dans d'autres régions.

22. Il est nécessaire de préciser davantage la définition des priorités et l'application à en faire. Selon certains, ce sont les vœux des gouvernements qui doivent déterminer les priorités. En poussant ce raisonnement à l'extrême, on arrive à la conclusion que toute demande faite par un gouvernement, pourvu qu'elle rentre dans le cadre du Programme, représente nécessairement les projets qu'il faut réaliser. Selon d'autres, les priorités doivent être fixées par les organes dirigeants des institutions des Nations Unies. Un nombre croissant de résolutions recommande de pousser les activités d'assistance technique dans des domaines comme l'industrialisation, l'administration publique et le développement communautaire. On n'a pas encore trouvé le moyen de concilier suffisamment ces points de vue divergents et le problème continue d'exiger une attention soutenue. En tout cas, les recommandations figurant dans ces résolutions seront transmises aux gouvernements par l'intermédiaire des représentants résidents afin que les gouvernements puissent en tenir dûment compte avant de déterminer leurs priorités en matière d'assistance technique.

23. Le problème que pose la coordination des activités des institutions des Nations Unies entre ces institutions d'abord et ensuite avec les programmes bilatéraux et les plans nationaux de développement est encore un grand problème. Les décisions prises par le BAT et le CAC, ainsi que les propositions faites par le Comité spécial des Dix (E/3639) et le CAT (E/3680), ont permis certaines améliorations, mais ce problème est encore loin d'être parfaitement résolu et de grands efforts devront continuer de lui être consacrés. Le problème du recrutement des experts n'a pas disparu non plus, et demeure difficile à résoudre. Les organisations participantes améliorent leurs méthodes et les comités nationaux de l'assistance technique redoublent d'efforts, mais il faudrait une conscience plus claire de la nécessité de mettre à la disposition des programmes des experts qualifiés des administrations nationales ou du secteur privé.

24. A mesure que les services locaux s'étendent, les dépenses d'administration augmentent et il faut veiller toujours davantage à utiliser de la manière la plus efficace et la plus économique le dispositif administratif du Programme élargi. Il faudrait procéder à une étude approfondie de la part que le Programme élargi devrait supporter dans les dépenses des bureaux extérieurs, qui sont de plus en plus appelés à prêter leur assistance à d'autres programmes et à des activités connexes. C'est pourquoi M. Owen est heureux des observations faites à ce sujet par le Comité spécial (E/3639) et par le

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/5275); il déclare à nouveau que le secrétariat du BAT apportera un concours sans réserve à toute étude pouvant donner des résultats constructifs dans ce domaine.

25. L'évaluation des résultats et de l'efficacité du Programme élargi représente un autre problème important. Il y a des leçons à tirer de ses succès et aussi de ses échecs. Mais la coopération technique est une opération complexe à laquelle participent des milliers d'experts, de consultants et de techniciens, d'administrateurs internationaux et de fonctionnaires nationaux, et le personnel de centaines d'institutions de formation professionnelle et technique dans le monde entier. Le succès dépend de l'interaction harmonieuse de bien des facteurs différents, dont les moindres ne sont pas les facteurs intangibles qui défient l'analyse statistique. Toute évaluation valable des activités du Programme élargi doit tenir compte de ces derniers facteurs. En 1963, le BAT soumettra un rapport sur l'ensemble de sa première période biennale et espère présenter à l'époque une évaluation plus complète et plus serrée de ses activités qu'il ne l'a jamais fait jusqu'ici. Le Président-Directeur est encouragé dans cette entreprise par l'intérêt considérable dont le CAT a témoigné pour ce problème d'évaluation.

26. M. Owen aborde pour terminer le problème des finances du Programme élargi. Le besoin des pays bénéficiaires et les occasions qui s'offrent d'augmenter l'assistance font apparaître la nécessité croissante de plus grandes ressources financières. Le Bureau continue également de se heurter au problème de la bonne utilisation de certaines des contributions qu'il reçoit en monnaies non convertibles. Il fait de son mieux à cet égard, mais l'administration du Programme serait plus efficace si un plus grand nombre de gouvernements apportaient la totalité ou une partie substantielle de leurs contributions en monnaie entièrement convertible, comme un assez grand nombre de gouvernements l'ont fait récemment. De même, le versement plus rapide des contributions aiderait beaucoup le Bureau; le montant des contributions impayées pour 1961 et les années précédentes atteint maintenant plus de 4 millions de dollars, soit environ le double des arriérés qui existaient l'année précédente à la même époque.

27. Le BAT espère que les tâches qui seront entreprises en 1963 dans le cadre du Programme élargi contribueront de plus en plus utilement au grand effort de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Grâce à une amélioration des méthodes de planification et de programmation, à un meilleur choix et à une meilleure définition des projets, à une coopération plus étroite avec les gouvernements et à un recrutement de plus en plus judicieux de personnel expérimenté appelé à prêter ses services sur place, le Président-Directeur a tout lieu de croire que ces espoirs se réaliseront.

28. Il y a également lieu d'espérer que de nouvelles améliorations utiles pourront être apportées à l'organisation des opérations du Programme élargi. Celui-ci bénéficie des connaissances professionnelles et de l'expérience accumulées mises à son service par neuf institutions internationales dont chacune apporte à la réalisation du Programme, dans le domaine de sa compétence, le bénéfice inégalé des multiples contacts qu'elle a en tant qu'organisation. Mais il est nécessaire à cette fin de disposer d'un mécanisme

qui permette non seulement de corriger les tendances centrifuges mais aussi d'assurer que les ressources du Bureau, qui sont limitées, soient utilisées avec le maximum d'efficacité pour répondre aux besoins hautement prioritaires des pays en voie de développement. Les débats qui ont eu lieu récemment au CAT invitent à faire un nouvel effort hardi de mise au point.

29. En conclusion, M. Owen exprime l'espoir de voir augmenter les ressources financières du Programme élargi afin qu'il soit possible de réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Il se réjouit des résultats des trois dernières conférences d'annonce des contributions et a bon espoir que les 600 000 dollars qu'il faut encore pour atteindre l'objectif de 50 millions de dollars pourront être annoncés par les quelques gouvernements qui n'ont pas dit leur dernier mot pour l'année 1963. En regardant vers l'avenir, il faudrait assigner comme objectif au Programme un montant de fonds qui permettrait d'aider de manière adéquate les pays d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, dont les besoins d'assistance technique ont été dans une certaine mesure négligés au cours des dernières années en raison des besoins urgents des nouveaux pays indépendants d'Afrique. Il faudrait ensuite pouvoir développer l'assistance de façon à tenir compte du fait que les pays sous-développés voient de plus en plus dans la coopération technique internationale un facteur clef de leur développement.

30. Il ne semble pas excessif de demander que le montant des ressources visé comme objectif à court terme pour le Programme élargi et le Fonds spécial soit porté de 150 millions, son chiffre actuel, à 200 millions de dollars pour les deux programmes pris ensemble. Pour ce qui est du Programme élargi, le Président-Directeur a certes l'espoir de pouvoir atteindre l'objectif modeste de 60 millions de dollars à une date assez proche pour pouvoir consacrer 120 millions de dollars au prochain programme biennal, celui de 1965-1966. C'est là une ambition modeste dont la réalisation n'implique qu'une augmentation correspondant au taux de développement des dernières années. Néanmoins, elle permettrait de continuer d'aller de l'avant et d'entreprendre de nouvelles tâches sans renoncer à aucune autre en cours d'exécution, et le Bureau serait à même de travailler et de prévoir, avec la certitude de voir le Programme élargi jouer un rôle important dans l'entreprise sans fin que constitue le développement.

31. M. HOO (Commissaire à l'assistance technique) déclare que, pendant les 10 premiers mois de 1962, les sommes affectées à l'exécution du programme ordinaire et du Programme élargi d'assistance technique ont été voisines de 12 millions de dollars, contre un peu plus de 8 millions de dollars au cours de la même période de 1961. Sur ce total, les engagements de dépenses au titre des bourses ont été de 2 700 000 dollars, contre 1 500 000 dollars pour la période précédente. Le nombre des experts employés est passé de 811 au 31 octobre 1961 à 1 035 au 31 octobre 1962. Pour les mêmes périodes, les fonds affectés aux programmes destinés à l'Afrique sont passés de 2 millions de dollars à 4 300 000 dollars, conformément aux directives de l'Assemblée générale tendant à donner la priorité au développement des pays nouvellement indépendants.

32. Le rôle de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'agent chargé de l'exécution des projets du Fonds spécial a été considérablement élargi en 1962;

L'ONU est actuellement chargée de 37 projets dont l'exécution a été demandée par 27 pays et groupes de pays et pour l'exécution desquels le Conseil d'administration du Fonds spécial a affecté un peu plus de 42 millions de dollars. L'ONU fournit également les services administratifs et financiers nécessaires à l'exécution de six projets entrepris par l'OMM pour le compte du Fonds spécial et collabore activement à l'exécution de deux projets du Fonds spécial pour lesquels la FAO est l'agent chargé de l'exécution.

33. Afin de permettre à l'Organisation des Nations Unies de mieux aider les pays en voie de développement à élaborer et à appliquer un plan intégré de développement national ou des programmes régionaux, un Centre des projections et de la programmation économiques a été créé au Siège, et des centres régionaux ainsi que des instituts régionaux de développement et de planification économique sont en train d'être établis dans le cadre des commissions économiques régionales. Une de leurs fonctions principales est de favoriser la diffusion des techniques de planification et de servir de centres d'échanges entre les pays en voie de développement, aussi bien qu'entre ces pays et ceux qui sont économiquement plus avancés.

34. On prend de plus en plus conscience du rôle capital du budget national dans la réalisation des plans économiques. A la suite des discussions du groupe d'étude des questions budgétaires qui s'est réuni en septembre 1962 à Santiago du Chili, et qui a insisté sur la nécessité urgente d'établir un système bien intégré où entreraient la planification économique et l'établissement et l'exécution du budget, les pays d'Amérique latine demanderont une assistance technique accrue, notamment dans le domaine des comptes de l'Etat, et l'on s'attend à recevoir d'autres régions des demandes d'assistance analogues.

35. Parmi les tendances qui se sont manifestées en 1962 dans le domaine des statistiques, on peut mentionner l'importance particulière accordée à la formation de statisticiens de niveau moyen dans les pays nouvellement indépendants d'Afrique et la désignation de conseillers régionaux en matière de statistique attachés aux commissions économiques régionales. A cet égard, le service consultatif de statistique que la Commission économique pour l'Afrique a créé en 1961 a prouvé son utilité et a permis de remédier dans une certaine mesure à la pénurie générale de statisticiens dans les pays d'Afrique. Il convient également de signaler les cycles d'études sur les statistiques industrielles et sur la comptabilité nationale qui ont eu lieu en Afrique, le cycle d'études sur les statistiques de l'habitation organisé à l'intention des statisticiens d'Amérique latine et le cycle d'études sur les statistiques nécessaires au développement économique qui s'est tenu pour les pays membres de la CEAO. En Indonésie, un centre de développement et de recherche en matière de statistiques, financé par le Fonds spécial, a entrepris l'exécution d'un programme quinquennal destiné à aider le Gouvernement indonésien.

36. L'ONU a continué à fournir des services d'experts dans diverses branches du développement industriel, tant pour l'élaboration des plans, de la gestion et de la comptabilité que pour la production. L'organisation de missions d'enquête industrielle a marqué un progrès important. Une mission de ce genre est actuellement organisée pour la Birmanie et une autre vient de terminer ses travaux au Honduras

britannique. Une autre innovation intéressante du programme ordinaire pour 1963 est la création prévue d'un nombre considérable de postes de conseiller industriel, tant au Siège que dans les régions, y compris le Moyen-Orient.

37. Tant dans le cadre des programmes d'assistance technique qu'au titre du Fonds spécial, l'ONU a envoyé dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine des équipes d'experts qui ont fait des travaux concernant la prospection des ressources minérales. Des spécialistes de l'économie minière, des géochimistes, des experts des levés aériens et d'autres spécialistes ont été mis à la disposition des gouvernements et, dans de nombreux pays, l'assistance technique a porté sur l'organisation des services cartographiques.

38. Plus d'une douzaine de pays ont reçu une assistance en 1962 en ce qui concerne l'étude des ressources hydrauliques, tant des eaux de surface que des eaux souterraines. L'équipe ONU/FAO/OMM chargée de l'étude des ressources en eau a terminé son enquête au Venezuela, en Bolivie et en Colombie. En Corée, on a procédé depuis mai 1962 à la reconnaissance du fleuve Nakdong; il s'agit d'étudier les possibilités d'aménagement de son bassin du point de vue de la production d'énergie hydro-électrique, de la lutte contre les inondations, de l'irrigation et de la conservation des sols et des eaux. Une équipe d'experts a continué à assumer certaines tâches de direction dans les travaux de construction du barrage du Guddu au Pakistan, qui a permis, en mars 1962, de détourner le cours de l'Indus; le système d'irrigation (en cours d'achèvement) permettra de fournir régulièrement de l'eau à 2 700 000 acres. En Birmanie, une équipe de sept experts a terminé en mars 1962 les travaux de reconnaissance en vue de l'aménagement de la Chindwin.

39. En ce qui concerne l'aménagement de bassins fluviaux internationaux, les promesses d'assistance reçues pour le projet relatif au bassin inférieur du Mékong au titre de programmes bilatéraux ou autres portent sur plus de 16 millions de dollars. Avec l'aide de l'ONU, on a mené à bien une étude sur les conséquences que les projets de mise en valeur pourraient avoir sur les régions baignées par le Niger. Des experts de l'ONU collaborent également à l'étude des possibilités d'aménagement à plusieurs fins du bassin du Sénégal.

40. Une assistance en matière de transports est fournie à un certain nombre de pays, notamment en Amérique latine et en Afrique; un nombre croissant d'économistes des transports a été engagé en 1962. La Jordanie, la Guyane britannique, l'Inde, la Thaïlande et plusieurs autres pays, situés pour la plupart en Asie et en Amérique latine, ont reçu une assistance pour la mise en valeur et l'aménagement des ports. Le Centre interrégional d'études portuaires et maritimes organisé à Copenhague a été très utile aux 25 participants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Des experts ont également été mis à la disposition de nombreux gouvernements pour s'occuper de divers problèmes relatifs aux transports routiers, notamment la planification des réseaux routiers, la construction de routes, l'essai de matériaux, la stabilisation du sol et le revêtement. A l'échelon régional, un des principaux projets est la grande route d'Asie, qui doit relier tous les pays, de l'Iran au Viet-Nam. Une autre entreprise importante est l'établissement du réseau routier sous-régional d'Afrique occidentale

dont la Conférence des transports d'Afrique occidentale a pris l'initiative en 1961. L'ONU a également fourni une assistance technique pour les chemins de fer et la navigation intérieure.

41. Les demandes d'assistance dans le domaine social se sont multipliées, surtout pour l'habitation et la planification physique, les services sociaux, le développement communautaire, l'urbanisme et la planification sociale à l'échelon national.

42. On a effectué des travaux préliminaires en vue d'une conférence asiatique de la population qui aura lieu en 1963 et permettra à des experts d'examiner les principaux problèmes de planification du développement économique et social que posent l'accroissement, la composition et la répartition géographique de la population, ainsi que d'étudier les mesures économiques et sociales qui pourraient favoriser une utilisation plus complète des ressources humaines et influencer sur l'évolution démographique.

43. L'ONU a continué d'aider les gouvernements dans le domaine de l'administration publique, notamment en fournissant des moyens de formation destinés à améliorer les services publics. La Commission économique pour l'Afrique vient d'organiser un cycle d'études. Des programmes détaillés pour l'amélioration de l'administration publique sont mis au point dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique. Des consultants régionaux ont été affectés aux commissions économiques régionales pour l'Afrique, pour l'Asie et l'Extrême-Orient et pour l'Amérique latine; ils sont chargés d'aider les pays membres de ces régions en effectuant des missions consultatives de courte durée, en établissant des projets et en accomplissant les travaux demandés par les commissions régionales ou les Etats Membres.

44. Le Commissaire à l'assistance technique appelle l'attention de la Commission sur le rapport du Secrétaire général concernant l'envoi de personnel d'exécution, de direction et d'administration (A/5330), où l'on peut voir que le simple maintien du nombre des postes actuels, qui est de 75, exigerait des crédits supérieurs aux 850 000 dollars approuvés par l'Assemblée générale. Le Secrétaire général a suggéré des solutions concrètes pour faire face au manque de fonds et une autre solution, qui a été mentionnée à la session en cours du CAT, serait d'employer des fonds du Programme élargi pour certains postes du programme OPEX. Le Président-Directeur fera un rapport sur les incidences de cette proposition au Bureau de l'assistance technique, à sa prochaine session.

45. L'un des problèmes qui se posent à l'ONU est que les demandes sont supérieures aux ressources disponibles au titre du programme ordinaire. Pour l'ensemble de ce programme pour 1963, les demandes présentées s'élèvent à 13 400 000 dollars, alors que les crédits qui viennent d'être alloués sont de 6 400 000 dollars. En application de la résolution 1768 (XVII) de l'Assemblée générale, le CAT a établi un groupe de travail, qui a présenté un bref rapport (E/TAC/124) recommandant au Secrétaire général de proposer le même montant de 6 400 000 dollars pour le programme ordinaire de 1964 et de soumettre au Comité spécial des Dix les aspects à long terme de l'étude des rapports existant entre le programme ordinaire et le Programme élargi. Le rapport du groupe de travail est actuellement examiné par le CAT. Le Commissaire à l'assistance technique

espère que l'étude entreprise par le CAT et le Comité spécial des Dix permettra à l'avenir de déterminer plus facilement l'ampleur et le contenu du programme ordinaire, de manière qu'il puisse jouer le rôle qui lui est assigné au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

M. Allana (Pakistan), vice-président, prend la présidence.

46. M. CARANICAS (Grèce), appuyé par M. KANO (Nigéria) et M. YAKER (Algérie), souligne l'importance des déclarations que la Commission vient d'entendre et propose qu'elles soient distribuées en tant que documents de la Commission.

Il en est ainsi décidé ^{1/}.

47. M. WODAJO (Ethiopie) présente le projet de résolution relatif au développement de l'éducation en Afrique (A/C.2/L.683/Rev.1). Rappelant l'intérêt accru que les gouvernements des pays africains attachent au développement de l'éducation et l'assistance accordée depuis un certain temps dans ce domaine par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, notamment l'UNESCO, il souligne que la planification du développement de l'éducation est un phénomène récent dont l'origine remonte à la Conférence d'Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique, qui s'est tenue à Addis-Abéba en mai 1960. A cette conférence, 39 gouvernements d'Etats indépendants et de territoires non autonomes d'Afrique ont décidé de considérer cette question en tant que facteur du développement économique. Ils ont abouti à la conclusion que l'éducation représente un investissement à long terme profitable pour la croissance économique, que le développement des ressources humaines est un impératif aussi urgent que le développement des ressources naturelles et que l'éducation doit répondre aux besoins de l'économie et porter plus spécialement sur la science et ses applications.

48. Il est à peine nécessaire de souligner que les besoins de l'Afrique dans ce domaine sont immenses, s'agissant d'un continent où quatre personnes sur cinq ne savent ni lire ni écrire et où 16 p. 100 à peine des enfants d'âge scolaire fréquentent un établissement d'enseignement. Rien qu'en Ethiopie il faudrait disposer de 100 000 nouvelles salles de classe et de 20 000 instituteurs supplémentaires pour pouvoir dispenser au cours des 15 années à venir une éducation élémentaire universelle. La Conférence d'Addis-Abéba a jugé utile de réorienter les programmes d'éducation en fonction du développement économique et d'établir un ordre d'urgence dans la planification du développement de l'éducation. L'éducation au niveau secondaire a été considérée comme la plus critique du point de vue de l'accélération de la croissance économique, car c'est de la formation secondaire des futurs cadres d'administrateurs, de techniciens et d'enseignants que dépend la structure éventuelle de l'économie nationale; cette expansion de l'enseignement secondaire permettra à son tour de développer l'enseignement supérieur.

49. Les délibérations d'Addis-Abéba ont conduit à l'adoption d'un plan à court terme et d'un plan à long

^{1/} Le texte *in extenso* des déclarations faites par le Directeur général du Fonds spécial, le Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique et le Commissaire à l'assistance technique a été distribué ultérieurement sous les cotes A/C.2/L.712, A/C.2/L.713 et A/C.2/L.714, respectivement.

terme^{2/}. Le premier porte sur la période 1961-1966 et ferait passer de 11 à 15 millions le nombre total d'élèves inscrits; le total des investissements dans ce domaine serait porté de 584 400 000 dollars en 1960/1961 à 1 154 400 000 dollars en 1965/1966. Le second plan a pour objectif principal l'éducation primaire universelle en 1980; les investissements à cette fin devraient passer de 584 400 000 dollars à 2 593 400 000 dollars en 1980. Il appartient aux gouvernements africains de financer dans une large mesure leurs propres programmes de développement et la majorité d'entre eux consacrent d'ores et déjà de 17 à 20 p. 100 de leur budget national à l'enseignement. Il est évident cependant que les objectifs que les pays d'Afrique se sont fixés ne pourront être atteints qu'avec le concours d'une assistance extérieure.

50. Dans sa résolution 1717 (XVI), l'Assemblée générale, après avoir accueilli avec satisfaction les décisions prises à Addis-Abéba et noté le déficit financier que les pays africains encourront dans la poursuite de leurs objectifs, a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées à fournir une assistance financière et technique aux pays africains. Depuis lors, les gouvernements des pays africains ont pris des mesures pour réaliser leurs programmes d'éducation, et une conférence des ministres de l'éducation des pays africains qui participent à l'exécution du plan d'Addis-Abéba, tenue à Paris en mars 1962, a établi à l'intention de l'Assemblée générale et de la Deuxième Commission un état précis des déficits auxquels s'exposeront les pays participants.

51. Le projet de résolution à l'examen constitue la suite logique de la résolution 1717 (XVI) de l'Assemblée générale et informe l'Assemblée des efforts accomplis par les gouvernements africains pour

mener à bien leurs programmes d'éducation dans le cadre du plan d'Addis-Abéba et des dernières estimations de leurs besoins financiers supplémentaires. Le seul élément nouveau figure au paragraphe 4 du dispositif, où il est question de l'octroi de subventions et de prêts. M. Wodajo formule l'espoir que ce projet de résolution recevra, comme celui qui a été adopté à la seizième session de l'Assemblée, le vote unanime de la Commission.

52. M. DELGADO (Sénégal) rappelle la dette de gratitude que son pays a contractée à l'égard de l'UNESCO et dit que cette institution est en partie responsable du succès de la conférence d'Addis-Abéba et de la conférence de Paris. Le plan de développement de l'éducation élaboré au Sénégal en 1960 s'inspirait lui aussi des conceptions humanitaires de l'UNESCO et comportait les objectifs généraux qui ont été adoptés ensuite à Addis-Abéba: scolarisation primaire de 52 p. 100 des élèves et admission au second degré de 20 p. 100 des élèves sortant du premier degré. A l'heure actuelle, en Afrique, 13 millions sur 25 millions d'enfants d'âge scolaire ne vont pas à l'école, 3 sur 100 à peine peuvent espérer recevoir un enseignement secondaire et 2 sur 1 000 peuvent fréquenter les universités africaines. C'est à cette situation que le plan d'Addis-Abéba vise à porter remède et il n'est pas défendu d'espérer que l'assistance étrangère, jointe à l'effort enthousiaste des pays directement intéressés, permettra de résoudre ce problème fondamental pour l'avenir de l'Afrique.

53. M. Delgado annonce que les délégations de l'Algérie, du Burundi, du Cameroun, du Ghana, de la Guinée, de la Haute-Volta, de Madagascar, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, de la Nigéria, de la République centrafricaine, du Rwanda, du Tanganyika et du Tchad ont exprimé le désir de figurer sur la liste des auteurs du projet de résolution à l'examen.

La séance est levée à 13 heures.

^{2/} Voir *Aperçu d'un plan de développement de l'éducation en Afrique*, communiqué aux membres de l'Assemblée générale lors de sa seizième session par une note du Secrétaire général (A/4903).